



COP21 : « Après l'Accord de Paris, les villes et les entreprises accentuent leur action », annoncent Anne Hidalgo et Michaël Bloomberg

Tribune publiée dans l'édition du jeudi 17 décembre du journal Le Figaro.

« L'accord sans précédent signé lors du Sommet de Paris sur le Climat a donné au monde un nouvel optimisme vis-à-vis de l'avenir. Alors que cet accord ne prendra pleinement effet qu'en 2020, les villes n'attendent pas pour agir.

Il y a deux semaines, les Maires et les représentants locaux de plusieurs centaines de villes ont été rejoints par les gouverneurs et les dirigeants du secteur privé à l'Hôtel de Ville où nous avons tous les deux accueilli le plus grand sommet de leaders locaux sur le changement climatique qui ait jamais eu lieu. Des centaines de Maires venus des six continents et de 115 pays, debout dans l'escalier d'honneur de l'Hôtel de Ville, ont envoyé un message puissant aux négociateurs : « Nous, les villes, qui sommes responsables de plus de 60 % de la pollution émise, prenons des mesures audacieuses et nous vous demandons d'en faire autant. »

Les villes sont l'endroit où se concentrent les risques climatiques et, lorsque des catastrophes surviennent, ce sont les Maires qui sont en première ligne pour y faire face. Ce sont les Maires, et non les premiers ministres et les présidents, qui doivent régler le problème du manque d'eau à Sao Paulo, de la pollution à Paris, des vagues de chaleur à New Delhi ou des ouragans qui provoquent des inondations à New York. C'est pourquoi les Maires sont résolument mobilisés pour le Climat.

Les Maires comprennent également que les solutions aux problèmes climatiques permettent d'améliorer leur ville. Réduire la pollution est bénéfique pour la santé et prolonge l'espérance de vie. Mettre fin au gaspillage énergétique dans les bâtiments est aussi vertueux pour les finances publiques. Les infrastructures à faible émission de carbone élèvent le niveau de vie. En résolvant le problème du Climat, nous rendons les villes plus attractives pour les populations comme pour les entreprises.

Plus de 400 villes se sont déjà engagées à réduire leurs émissions et à s'adapter au changement climatique. Ces villes, qui représente plus de 376 millions de personnes, soit 10 % de la population mondiale et qui se trouvent sur tous les continents, ont rejoint le Compact of Mayors qui leur demande de fixer des objectifs climatiques audacieux, d'adopter un système commun de mesures des émissions et de faire publiquement état de leurs avancées.

À la fin du Sommet, les villes réunies aux côtés des Etats, des régions et des entreprises ont acclamé l'adoption de la Déclaration de Paris et ont pris l'engagement d'apporter leur soutien à des actions ambitieuses en faveur du Climat et d'une transition vers une dépendance totale à l'égard des énergies renouvelables.

Le secteur des entreprises s'est joint à nous à l'Hôtel de Ville pour demander instamment aux dirigeants nationaux d'envoyer des signaux clairs, d'adopter des taxes carbone et de permettre des investissements dans un avenir décarboné. Le changement climatique constitue une menace sérieuse pour l'économie car les dommages provoqués par des phénomènes météorologiques extrêmes se sont multipliés au cours de la dernière décennie. Les entreprises n'acceptent pas l'argument selon lequel l'incertitude devrait conduire à l'inaction. Si une entreprise sait que l'une de ses usines est menacée par l'élévation du niveau de la mer mais ne sait pas exactement quand l'inondation aura lieu, elle agit tout de même en construisant une digue, en déplaçant l'usine ou en souscrivant une assurance.

Mais la capacité des entreprises à agir et à conduire l'innovation est ralentie par le fait que les investisseurs ne disposent pas d'une information suffisante sur les risques climatiques auxquels chaque entreprise risque d'être confrontée. Cela va bientôt changer. Vendredi à Paris, Mark Carney, président du Conseil de Stabilité Financière du G20, a annoncé la création d'un groupe sur les informations financières liées au climat. Il s'appuiera sur le travail d'autres organismes dans ce domaine pour rendre transparents les risques opaques que le changement climatique représente pour les marchés à travers le monde.

Ce nouveau groupe de travail travaillera à la nécessité de disposer d'une information fiable, de systèmes communs de mesure et d'information, ainsi que sur la déclaration volontaire. Nous n'avons pas besoin d'un nouvel arsenal juridique complexe. Au contraire, les investisseurs insisteront sur le fait que les entreprises divulguent l'information dès qu'un mécanisme simple aura fait l'objet d'un accord. Le secteur financier a un long passé de soutien à l'égard des efforts de publication volontaire et effective. Plus les données dont il dispose seront fiables, plus nous aurons de chances de limiter la volatilité des marchés et l'instabilité que suscite le changement climatique.

En agissant tôt, les villes et les entreprises jouent un rôle central dans la lutte contre le changement climatique. Chaque tonne de pollution climatique évitée en 2020 présente un bénéfice trois fois supérieur, d'ici 2050, à celui d'une tonne évitée en 2040. Mais surtout, l'action avant-gardiste des villes et des entreprises donne au monde la possibilité d'offrir à nos enfants ce qu'ils méritent : un avenir meilleur, plus sain et plus sûr. »

Anne Hidalgo,

Maire de Paris

Michaël Bloomberg,

Envoyé spécial des Nations Unies pour les villes et le changement climatique

Contact presse : Matthieu Lamarre / 01.42.76.49.61 / presse@paris.fr